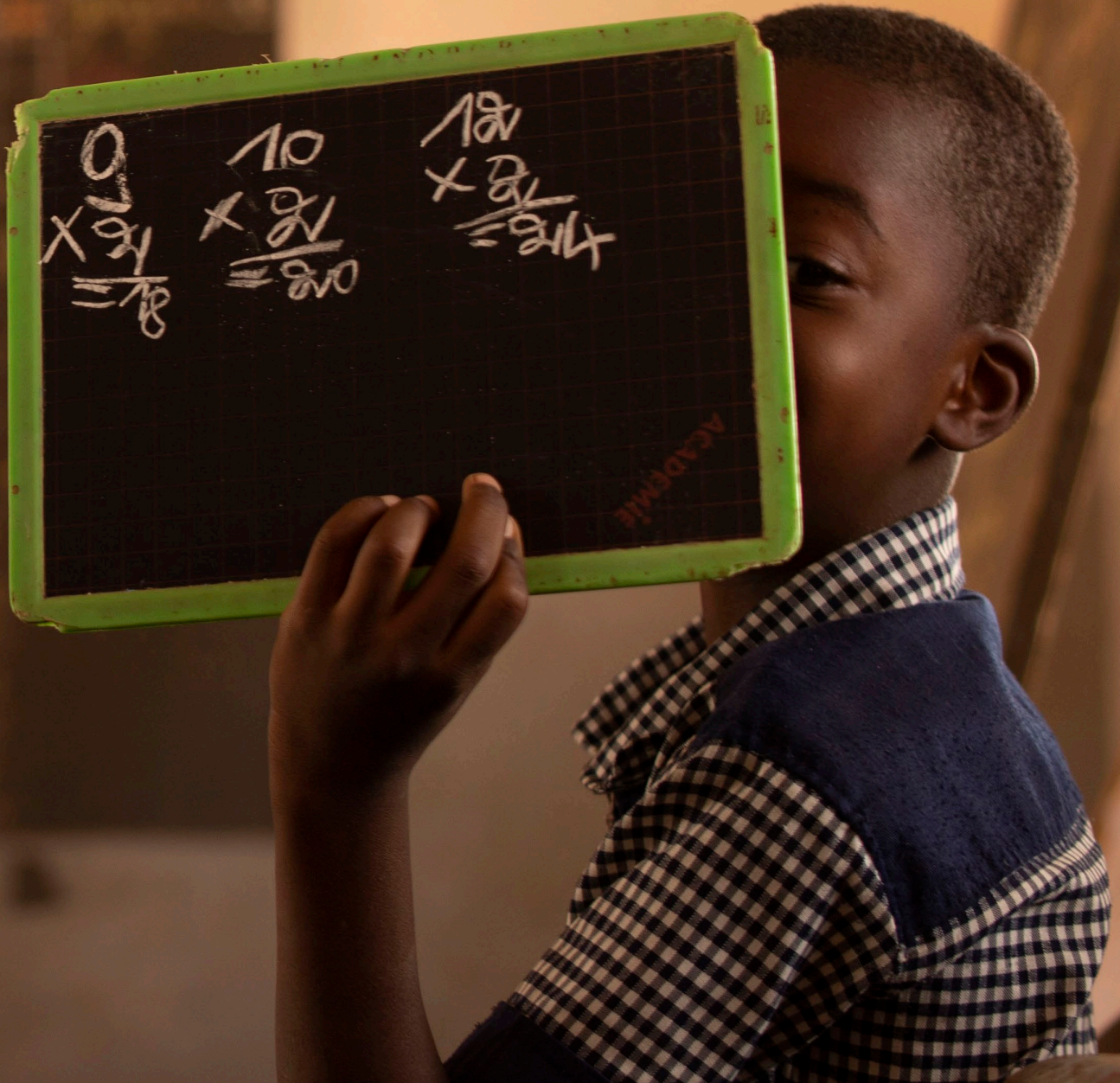




Solidarité
Laïque

Rapport annuel 2023



12 mois

Droit à l'éducation des femmes en Afghanistan

9 janvier - Article "Ne nous résignons pas !" suite au retour des talibans au pouvoir

Urgence Maroc

Septembre - en lien avec nos partenaires sur le terrain, nous avons lancé une collecte pour soutenir les victimes du séisme du 9 septembre.

Urgence Libye

13 septembre - Manifestation de solidarité avec les milliers de victimes, en lien avec Solidarité Laïque Méditerranée.

Rentrée Solidaire

Septembre - décembre

50 000 jeunes sensibilisé.e.s en France
6 tonnes de matériel scolaire collecté pour les élèves des écoles publiques de Madagascar

Webinaire contre la marchandisation de l'éducation

5 octobre - Webinaire sur "Le rôle de la privatisation et la marchandisation de l'Éducation dans l'accroissement des inégalités dans l'espace francophone" organisé par le Réseau francophone contre la marchandisation de l'Éducation à l'occasion de la Journée mondiale des enseignant.e.s.

militants

Communiqué contre l'arrêt des financements français au Sahel

16 novembre - Communiqué de la Coalition Éducation avant l'annonce officielle de la France de mettre fin aux aides publiques au Niger et au Burkina Faso.

Campagne "Plus libres demain"

Novembre / décembre - Notre campagne de fin d'année a été articulée autour de 5 thématiques : justice sociale, autonomisation des jeunes, liberté d'expression, vivre ensemble et éducation en situation de crise.

Rencontre J2R à Paris

9 décembre - À l'occasion de la journée nationale de la laïcité, 100 jeunes engagé.e.s dans le cadre du programme "Jeunes des 2 Rives" en France ont présenté leurs projets de citoyenneté locale mondiale et ont échangé avec des partenaires institutionnels et des élus.

2 tribunes contre la loi immigration

Décembre
"Nous, syndicats, associations, appelons à ne pas promulguer la loi immigration et à continuer la mobilisation." - Tribune co-signée avec 50 organisations de la société civile.

"Conditionner l'aide au développement au contrôle de l'immigration, une ligne rouge que la France ne doit pas franchir" - Tribune co-signée avec 50 organisations membres de Coordination Sud.

Rapport annuel 2023

Rapport moral p. 6

**Synthèse des éléments
financiers p. 16**

Rapport d'activité p. 18

**Synthèse du contrôle
interne et externe p. 69**

Rapport moral



“Le respect des Droits humains est un levier primordial de solidarité.”

Solidarité Laïque soutient les populations victimes de discriminations, de catastrophes, de guerres, de la misère, de maladie, du racisme et de toutes formes d'exclusion. Engagés, inlassablement dans la mise en œuvre du principe de laïcité, par le respect des convictions et des cultures de chacun.e, la liberté de croire en telle ou telle religion ou de ne croire en aucune, nous agissons, souvent au long court, entre partenaires en France et dans plus de 20 pays pour l'accompagnement des victimes, la réduction des inégalités et la construction de la paix. La laïcité, construite ensemble, est consubstantielle d'une solidarité faite pour nous de réciprocité, de respect de la dignité des personnes et d'égalité des parties.

Organisations membres, délégations départementales, salarié.e.s et bénévoles en France et dans le monde, nous nous unissons pour préparer avec les jeunes générations un monde solidaire et respectueux de la vie. **L'éducation est un levier essentiel que nous partageons.** Toutes nos organisations y sont engagées. Elle constitue le socle de nos mobilisations. L'éducation nous rassemble et la nécessité de la défendre nous oblige ! Une éducation publique de qualité accessible à toutes et tous, une éducation fondée sur les valeurs universelles des droits de l'homme, d'égalité, de liberté et de fraternité.

Les enfants, les jeunes et nous tous.tes, tout au long de nos vies, devons expérimenter des attitudes, des comportements et des modes de vie qui assurent le respect de la dignité humaine, de la tolérance et de l'absence de discrimination. Éduquer, c'est pour nous, responsabiliser chacune et chacun dès le plus jeune âge, leur donner la parole, leur permettre d'exercer des responsabilités partout dans le monde, dans les situations de crise notamment et aider les futures générations à construire un monde plus juste et viable.

Au-delà des mots, nous constatons, pour l'année 2023, des résultats tout à fait concrets. Notre rapport d'activité s'en fait l'illustration. Il montre les réalisations concrètes auxquelles ces champs d'action renvoient et comment elles reflètent les valeurs qui nous sont chères. **Ensemble, nous devons être fiers de tout ce qui n'existerait pas sans la présence de Solidarité Laïque.**

Engagements pluriels dans les quartiers de nos villes en France, avancées de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), développement de l'éducation en situation de crise, accueil et soutien des Ukrainien.ne.s, développement de communautés éducatives, etc. En dépit de difficultés liées aux tensions internationales, aux contextes de guerres, de haines croissantes, l'intensité des actions que nous menons ensemble, avec nos partenaires, perdure et leur impact positif se développe.

Dans les départements, les départs en vacances de familles favorisent l'inclusion et la dignité. Les actions d'accès à la lecture ou les échanges internationaux nourrissent l'éducation citoyenne et la capacité à penser des relations internationales basées sur la fraternité. Nous accompagnons ceux.celles qui, dans la société civile, font ou créent des œuvres collectives pour l'accès à l'éducation et aux droits fondamentaux, notamment par le développement de structures de l'ESS. Nous reconstruisons des écoles, lieux d'apprentissage et de dignité où les enfants, leurs familles, les enseignant.e.s et éducateurs.trices, des animateurs.trices, avec les pouvoirs publics forment des communautés agissantes qui initient des projets durables et utiles. Les jeunes actifs dans nos programmes de construction de la citoyenneté et d'employabilité y trouvent des voies qui contrecarrent leur instrumentalisation par les radicalismes de toutes espèces ou leur dépendance aux méfaits de la société de consommation.

Les équipes salariées de Solidarité Laïques sont au travail, sous la conduite de notre nouvelle Déléguée Générale depuis le mois de novembre, les responsables élu.e.s sont présent.e.s et convaincu.e.s de notre force collective. La nécessaire synergie entre tous.tes s'est consolidée avec l'impératif de retrouver un équilibre économique durable. Ce redressement économique a fait l'objet de nombreuses réunions de travail, avec le soutien de nos bailleurs, l'accompagnement de certains membres et des organismes de contrôle et avec la fidélité de nos donateurs.trices qui ne se dément pas. Une nouvelle maturité de gouvernance et d'engagement opérationnel est à l'œuvre. Il reste du chemin à parcourir, mais la confiance se réaffirme pour un futur où nous devons mieux maîtriser les aléas auxquels nous allons faire face.

Notre chemin est balisé et partagé. Notre capacité à faire union est confortée. La révision du projet stratégique qui sera soumis à la discussion lors de l'Assemblée Générale place en son cœur cette capacité d'union. Elle se veut surtout moteur de promotion et de développement de notre vision d'une société davantage respectueuse des droits humains.

Ce respect des Droits humains est un levier primordial de solidarité. Sa prise en compte inconditionnelle dans les constructions humaines et les politiques publiques est sans doute complexe, peut-être compliquée à imaginer et pourtant elle génère des élans de vie et des perspectives de développement pour les humains et pour la planète, partout où la volonté s'impose aux dogmes ou à une vision court-termiste de domination. Je dois malheureusement y ajouter la protection des populations, parce que trop nombreux sont les ravages des bombardements, des déplacements et des sévices infligés aux populations dans trop de territoires dans le monde.

Les enjeux de durabilité de la vie sur notre planète appellent notre mobilisation. Convaincu.e.s de l'interdépendance des nations, de la force de résilience et d'imagination des populations, de l'apport inestimable de la participation citoyenne et de la richesse de la diversité pour la fabrication d'un monde plus juste, nous poursuivons notre élan vers 2025.

Anne-Marie Harster Présidente de Solidarité Laïque

L'Union



“Pour une Union active, puissante, influente et pérenne”

Solidarité Laïque est, rappelons-le, une Union de membres, personnes morales - les organisations membres - et personnes physiques - les adhérent.e.s individuel.le.s.

Cette Union est mobilisée sur un projet humaniste, solidaire, lié à notre attachement à la citoyenneté mondiale en France et dans le monde. Nos statuts réaffirment cet objet.

Le contexte géopolitique de ces dernières années, les tensions voire les événements violents dans le monde nous interrogent et nous obligent à agir aussi uni.e.s que volontaires, dans tous les territoires de notre action. Cette dynamique est à l'œuvre et porte ses fruits. Elle nécessite de développer la connaissance entre membres, elle implique une forte cohésion et une adhésion fidèle et matérialisée.

**Christophe Lafond,
Secrétaire Général
de Solidarité Laïque.**

Nos 45 organisations membres en 2023

Catégorie 1

ADOSEN Prévention Santé MGEN - Afev - AGIR ABCD - ALEFPA - APAJH - Arts et Vie - EEDF - Entraide et Solidarité des Libres Penseurs de France - Entraide Union - FCPE - Fédération des DDEN - Fédération française du Droit Humain - Fédération des PEP - Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique - FOEVEN - Français du monde (ADFE) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives - GCU - GLMU - Gref - Jeunesse au Plein Air - Ligue des Droits de l'Homme - MAE Solidarité - Mission laïque française - Mutuelle des Affaires Étrangères et Européennes - Mutuelle des motards - Prévention MAIF - SGEN-CFDT - SI.EN UNSA Éducation - UNCME.

Catégorie 2

CEMEA - CGT-FO - Francas - FSU - OCCE - SE-UNSA - SNUipp - UNSA - UNSA Éducation.

Catégorie 3

Mutuelle MAE - l'ASL Fédération des Autonomes de Solidarité Laïque.

Catégorie 4

CASDEN Banque Populaire - Ligue de l'Enseignement - MAIF - MGEN.

**et 55
adhérent.e.s
individuel.le.s**

Notre CA

au 23 juin

Jean-Louis Cardeillat
ADOSEN

Michel Ouliac
AGIR ABCD

Apsa Fatou Loum
ALEFPA

Jackie Fonfria
Arts et Vie

Jacques Durand
APAJH

Vincent Bouba
L'ASL

Claude Amari
CASDEN-BP

Jean-Baptiste Clerico
CEMEA

Jean-Pierre Lamotte
Entraide Universitaire

Gaëlle Hardy Bouharati
FCPE

Agnes Bathiany
FG PEP

Annick Merlen
FGR / FP

Jean-Louis Sabatie
ADFE

Yann Renault
Francas

Linda Veschetti
FSU

Christian Dominé
JPA

Eric Favey
Ligue de l'Enseignement

Marie-Hélène Le Colleter
MAE

Isabelle Maupin
MAIF

Anne-Marie Harster
MGEN

Philippe Paillard
OCCE

Alexandra Bojanic
SNUipp / FSU

Rémy Sirvent
SE UNSA

Michel Debon
SGEN-CFDT

Yannick Kiervel
Unsa Éducation

Roger Crucq
Adhérent individuel

Christophe Lafond
Adhérent individuel

Les réunions du Conseil d'administration

6 janvier

14 avril

23 mai

2 juin

23 juin

28 septembre

21 novembre

(CA extraordinaire)

Journée des membres

2 février - Table ronde "État du monde : enjeux et perspectives pour notre action de solidarité dans les territoires, en France et à l'international" dans les locaux de la Fédération générale des PEP.

Séminaire stratégique

28 septembre - Réflexion collective sur les impacts des évolutions du contexte national et international sur nos missions et lancement du travail de relecture de nos orientations stratégiques.

Notre Bureau

au 23 juin

Présidente
Anne-Marie Harster

Vice-Présidents
Christian Dominé
Michel Debon
Eric Favey

Secrétaire Général
Christophe Lafond

Secrétaire Générale adjointe
Isabelle Palanchon

Trésorier
Roger Crucq

Trésorier Adjoint
Claude Amari

Membres
Jackie Fonfria
Isabelle Maupin

Les réunions du Bureau

20 janvier

2 mars

16 mars

6 avril

11 mai

30 juin

15 septembre

16 novembre

8 décembre

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire

23 juin - Lors de cette matinée au siège du groupe Vyv, la poursuite de nos activités a été votée à l'unanimité et une table-ronde sur le thème "retour sur l'année 2022" a été organisée.

Alliances

À travers notre présence ciblée dans des réseaux nationaux et internationaux, nous défendons la préservation d'un modèle d'organisations de coopération et de solidarité internationale attachées aux principes et valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

Coordination SUD

Nous sommes adhérents directs, après 3 mandats de 3 ans au Conseil d'administration dont 5 ans de Présidence. Nous participons aussi à plusieurs groupes de travail transversaux et thématiques.

Coalition Éducation

Membre fondateur, nous faisons partie du Comité de pilotage et du Comité de suivi et de gestion.

L'ESPER

Nous sommes adhérents de ce collectif laïque de promotion de l'éducation à l'Économie Sociale et Solidaire.

Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation

Nous sommes co-fondateurs du Réseau, faisons partie du Comité de pilotage, prenons en charge le portage administratif et hébergeons le coordinateur dans notre bureau régional au Burkina Faso.

Campagne mondiale pour l'éducation

Nous sommes adhérents officiels depuis 2004.

& réseaux

France Volontaires

Membres du Conseil d'administration et élus au Collège associatif, nous participons à plusieurs groupes de travail.

Festisol (festival des solidarités)

Nous sommes membres du Comité de pilotage.

Groupe Enfance

Plaidoyer sur les Droits de l'Enfant en Europe, à l'international et dans la politique de coopération de la France.

F3E

Nous sommes membres adhérents.

France générosités

Nous sommes membres de ce syndicat qui défend les associations et fondations faisant appel à la générosité du public auprès des pouvoirs publics et développe les générosités en France.

Don en confiance

Ce label est une caution de bonne gestion de l'organisation au bénéfice des missions sociales. Suite à un audit triennal en 2023, notre agrément a été renouvelé en mars 2024.

REF

Nous sommes membres du Conseil d'administration.

Et aussi

Association française des fundraisers (AFF)
Bioport
Collectif ESE "Éthique sur l'Étiquette"
Pacte du pouvoir de vivre

Synthèse des éléments financiers 2023



“Nous allons vers un meilleur ajustement de nos projets aux moyens qui leur sont alloués.”

“L'exercice 2023 s'est inscrit dans un plan de redressement strict visant à contrôler pour les redresser les fonds propres de l'association.

Ce plan décidé par le Conseil d'administration a été mis en œuvre avec une importante mobilisation de toute l'équipe opérationnelle, en France, en Afrique de l'Ouest, dans le bassin Méditerranéen et dans les Caraïbes, pour intégrer les enjeux économiques dans la conduite de l'activité à tous les niveaux.

- Réduction des moyens destinés au fonctionnement de la structure dans un contexte d'inflation ;
- Ajustement scrupuleux entre les coûts des programmes et leurs financements ;
- Mobilisation renforcée des équipes sur le suivi et la recherche de co-financements ;
- Réduction de l'investissement en frais de recherche de fonds ;
- Mise en place d'une méthodologie et d'outils de suivi de l'exercice.

Cet effort a produit des effets encourageants puisque nous avons pu dégager un excédent significatif de 141 K€, tout en maintenant nos actions à un niveau satisfaisant.”

Budget 2023 : 7 400 K€

Mission sociale : 4 944 K€ (67 %)

Fonctionnement administratif : 1 362 K€ (19 %)

Recherche de fonds : 1 050 K€ (14 %)

**Roger Crucq,
Trésorier de
Solidarité Laïque.**

Rapport d'activité 2023

**Éducation de qualité
pour toutes et tous p. 32**

**Lutte contre les inégalités
et les exclusions p. 40**

**Jeunes et citoyenneté
locale.mondiale p. 52**



“Solidarité Laïque tisse une toile qui lie les acteurs de la solidarité.”

L'année 2023 a été marquée par la persistance de conflits, d'atteintes à l'intégrité de populations entières et de situations géopolitiques particulièrement préoccupantes à l'échelle mondiale (Ukraine, Moyen-Orient, Haïti, Sahel...). Nos champs d'actions, en particulier la lutte contre les discriminations, le rétrécissement des espaces civiques et démocratiques et la protection des droits humains dont le droit à une éducation de qualité pour Toutes et Tous, avec une alerte concernant le déni des droits des enfants à Gaza, ont été fortement impactés. En France, les valeurs de la République sont menacées jusque dans l'enceinte des écoles alors que les idées d'extrême droite continuent de se propager en Europe et les espaces civiques s'y amenuisent.

Indéniablement, notre mission en 2023 était dans la continuité de l'année 2022 : promouvoir l'éducation pour la paix. Nous n'avons pas baissé les bras. Nous avons renforcé, consolidé nos actions dans un contexte contraint jusqu'à l'essentiel, jusqu'à l'essence même de nos statuts originels, formulés en 1981 autour de “la lutte contre toutes les formes d'exclusions et de discriminations” et “la promotion d'une éducation qui favorise la compréhension humaine et une conscience civique mondiale”.

Au cœur de la crise diplomatique au Sahel, nous avons aussi dû défendre notre identité non gouvernementale. Après le Mali en 2022, nous avons été sommés de quitter le Niger et le Burkina Faso alors que des programmes subventionnés étaient en cours. Nous avons dû plaider collectivement pour faire reconnaître l'éducation, non exemptée (là où la santé, les projets d'autonomisation des femmes ou de promotion du dialogue citoyen l'étaient !), comme un secteur “essentiel”. Sommés de clôturer des projets d'insertion professionnelle, de formations favorisant l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes. Sommés certes, mais seulement sur l'utilisation de fonds publics. Car nous avons, grâce à l'abnégation de nos équipes et de nos partenaires locaux, pu maintenir des activités au Burkina Faso sur fond propres.

Cette perte du sens de l'action de coopération internationale nous a beaucoup questionnés et continue à nous interroger sur les relations partenariales, la vision que nous avons de nos actions à l'international avec nos collègues, nos pair.e.s et nos partenaires. Comment renforcer la proximité et le lien social dans toutes nos actions qu'elles soient en France, au Bénin ou en Tunisie ? Comment agir davantage en partage d'expériences et d'expertises pour des liens professionnels plus équilibrés et pour apporter notre concours à un monde moins meurtri par les rapports de domination ?

5 thématiques qui illustrent nos combats en 2023

Solidarité - immédiate avec nos partenaires marocain.e.s après le séisme du 9 septembre, en particulier pour soutenir les associations locales, les initiatives d'urgence et de proximité portées par des jeunes citoyen.ne. engagé.e.s ;

Laïcité - revendiquée dans le cadre de la mobilisation collective nationale “pour une école publique laïque” pour lutter contre les séparatismes scolaires et sociaux et rappeler que l'École fait le choix des savoirs et de la raison, pour participer à la construction de l'esprit critique et d'une pleine liberté de conscience ;

Éducation publique - 18 écoles publiques construites et réhabilitées en Haïti et près de 10 000 élèves formé.e.s à des projets de gestion des risques, à l'environnement. Et toujours une présence forte dans le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation !

Lutte contre les exclusions - de la Tunisie, à Madagascar comme en France, le soutien aux femmes isolées, aux personnes les plus éloignées des dispositifs sociaux et culturels permet de réduire les inégalités et construire de la dignité ;

Jeunesses et citoyenneté - avec nos LABIS (Laboratoires d'innovations sociales) en Afrique de l'Ouest, notre programme “Jeunes des 2 Rives” dans le bassin Méditerranéen ou le projet “Place aux Jeunes” en France, nous accompagnons des milliers de jeunes dans leur engagement individuel et collectif, pour une citoyenneté mondiale qui résonne avec le local.

Cette réflexion est au cœur de la relecture de notre projet stratégique, entamée en 2023, pour mieux agir en cohérence avec nos principes laïques, d'émancipation de tous.tes. Relire notre projet stratégique et l'actualiser, c'est aussi mieux identifier et anticiper les aléas qui pèsent sur notre organisation.

Sur le plan économique, la crise au Sahel, les changements de politiques publiques qui tournent au gré des ministres et les enjeux priorités à coup de posture, nous interpellent aussi sur la fragilité de notre modèle encore trop dépendant des subventions publiques. C'est dans une période de redressement que nous avons réussi à tenir nos engagements et l'ensemble de nos projets, certes en redimensionnant certaines actions à la baisse, mais en ne reniant jamais ni sur la qualité, ni sur le sens de celles-ci. Cela n'a été possible que par deux éléments clefs : la responsabilité collective et le sens du collectif porté par la gouvernance mais aussi et surtout par une équipe incroyablement investie et concernée, au siège à Paris comme dans nos bureaux à Port-au-Prince, Ouagadougou (transféré à Porto-Novo fin 2023) ou Tunis.

Ce rapport d'activité est le fruit de notre investissement collectif et je suis fière de vous présenter les résultats et les pépites de cette équipe engagée et professionnelle.

Carole Coupez, Déléguée Générale de Solidarité Laïque

Nos équipes

FRANCE



Délégation générale

Actions de coopération internationale

Direction opérationnelle ECSI

Direction administrative et financière

Direction opérationnelle France hexagonale et ultra-marine

Pôle développement

Services généraux

Élections CSE

Suite aux votes du 27 novembre 2023, une déléguée du personnel titulaire et une suppléante ont été élues.



**Bureau
de Port-
au-Prince**

**Bureau de la
Grand'Anse**

**Bureau
des Nippes**



**Bureau
régional
à Tunis**

**Bureau de
Sidi Bouzid**



**Bureau
régional**

**LABIS de
Ouagadou-
gou**

**LABIS
Transna-
tional**



**LABIS
d'Abidjan**



**LABIS
de Conakry**

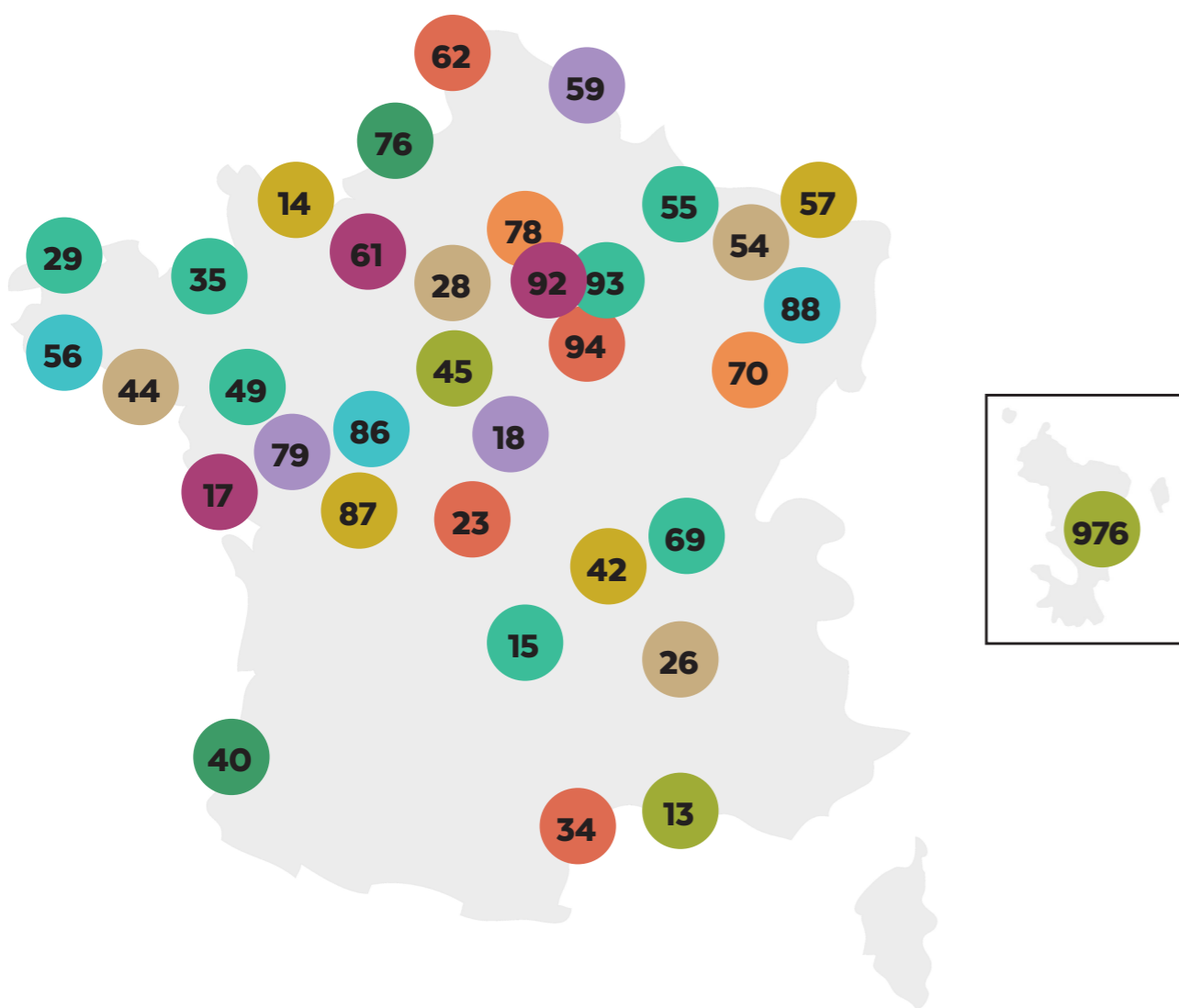


**LABIS de
Porto-Novo**



**LABIS
de Dakar**

Nos délégations départementales en France



- | | | | |
|----------------------|-----------------------|-------------------|----------------------|
| 13 Bouches-du-Rhône | 34 Hérault | 56 Morbihan | 86 Vienne |
| 14 Calvados | 35 Ille-et-Vilaine | 57 Moselle | 87 Haute-Vienne |
| 15 Cantal | 40 Landes | 59 Nord | 88 Vosges |
| 17 Charente-Maritime | 42 Loire | 61 Orne | 92 Hauts-de-Seine |
| 18 Cher | 44 Loire-Atlantique | 62 Pas-de-Calais | 93 Seine-Saint-Denis |
| 23 Creuse | 45 Loiret | 69 Rhône | 94 Val-de-Marne |
| 26 Drôme | 49 Maine-et-Loire | 70 Haute-Saône | 976 Mayotte |
| 28 Eure-et-Loir | 54 Meurthe-et-Moselle | 76 Seine-Maritime | |
| 29 Finistère | 55 Meuse | 78 Yvelines | |
| | | 79 Deux-Sèvres | |



“Les idées ne manquent pas pour faire rayonner la solidarité.”

“La solidarité doit vivre à l’international, mais aussi sur notre territoire national. Négliger la solidarité de proximité au profit de la solidarité internationale ou inversement serait masquer une partie des besoins, cela n’aurait aucun sens. C’est par toutes les rencontres que je fais, les liens que je tisse, que naissent des idées d’actions de solidarité à mener sur notre territoire. Ce sont des coïncidences, des croisements de chemin qui font que l’on essaie de venir en appui et de s’unir pour travailler ensemble. **C’est pour cela que le maillage territorial est important.**”

Au sein de notre Délégation départementale, des représentant.e.s d’organisations membres de Solidarité Laïque (MGEN, DDEN, GCU, MAIF, Autonome de Solidarité, MAE, FCPE...) sont régulièrement impliqués dans nos actions.

Nous organisons aussi chaque année un repas solidaire. En 2023, nous avons décidé de reverser tous les dons collectés à la Délégation départementale du Cher pour soutenir son projet de solidarité avec les populations victimes de la guerre en Ukraine.”

Yvan Mabire, Délégué départemental dans le Calvados (14).

Les délégations départementales de Solidarité Laïque (DDSL) agissent dans le cadre d’orientations définies par l’Assemblée générale et mises en œuvre par le Conseil d’administration.

- Représenter Solidarité Laïque et mettre en œuvre le projet associatif au niveau local ;
- Mobiliser les représentant.e.s départementaux.ales des organisations de notre Union ;
- Développer des partenariats territoriaux dans une logique de mise en réseau ;
- Renforcer le lien social au quotidien.

En lien avec nos programmes et activités, les DDSL sont coordonnées par des délégué.e.s départementaux.ales. Comme pour nos actions à l’international, l’objectif est le développement humain et social. Un lien régulier est établi avec les équipes du siège, bénévoles et salarié.e.s pour renforcer l’impact de nos actions.

12 mois de Lettres

à nos donateurs



1^{er} trimestre

**Prévention,
résilience et
reconstruction :
éduquons
pour la paix !**

2^{ème} trimestre

**Le Droit à
l'éducation,
c'est toute
la vie !**



3^{ème} trimestre

**L'éducation à
Madagascar :
le défi de la
résilience.**

4^{ème} trimestre

**Face aux
crises
mondiales,
les jeunes
s'engagent !**

Nos programmes

dans 20 pays

MADAGASCAR



Rentrée Solidaire
p. 34

FRANCE



Vacances et Insertion
p. 46

HAÏTI



L'École, vecteur de changement social en Haïti.
p. 36

BASSIN MÉDITERRANÉEN



Jeunes des 2 Rives
p. 54

TUNISIE



Soyons Actifs/Actives
p. 42

AFRIQUE DE L'OUEST



Compétences pour demain
p. 56

A young boy with dark skin and short hair, wearing a blue and green patterned shirt, is seen from the back, pointing his right index finger upwards. He is in a classroom with other students in the background, some of whom are also raising their hands. The text 'Éducation de qualité pour toutes et tous' is overlaid on the right side of the image in white, bold, sans-serif font.

**Éducation
de qualité
pour
toutes
et tous**

Rentrée Solidaire

MADAGASCAR EN 2023



FRANCE



Soutenir l'éducation des enfants de Madagascar

La Rentrée Solidaire est une opération annuelle d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale qui vise à mobiliser les jeunes en France sur le droit à l'éducation.

En sensibilisant leur entourage aux enjeux de l'éducation de qualité et au caractère indispensable de la solidarité dans nos sociétés, les jeunes s'initient à l'engagement citoyen et à la solidarité internationale. Sous forme de collecte matérielle ou de levée de fonds, les jeunes font ainsi l'expérience de l'engagement collectif.

La Rentrée Solidaire est une campagne de sensibilisation et de mobilisation du grand public qui rassemble différentes organisations membres et délégations départementales de Solidarité Laïque, réunit les jeunes de 5 à 18 ans, leurs enseignant.e.s, animateur.trice.s, éducateur.trice.s autour de la défense du droit à l'éducation en France et dans le pays partenaire. En 2023, il s'agissait de Madagascar.

En 2023, en plus de soutenir les importants enjeux d'accès à l'éducation à Madagascar, il s'agissait de s'inscrire en cohérence avec nos programmes et nos membres investis à Madagascar.

En effet, nous coordonnons le programme Sandratra à Madagascar en partenariat avec Action Éducation. La Ligue de l'enseignement et FICEMEA disposent également de fédérations nationales malgaches.

50 000 jeunes sensibilisé.e.s directement en 2023

330 structures éducatives impliquées

Les académies les plus mobilisées

- Aix-Marseille : 4 756 jeunes
- Versailles : 4 658 jeunes
- Normandie : 3 625 jeunes

65 651,71 € collectés

- 62 306,71 € via notre Lettre trimestrielle dédiée à la Rentrée solidaire ;
- 3 285 € en ligne via notre page de dons ;

6 tonnes de matériel scolaire collectées par les jeunes et les structures éducatives.

Nos membres impliqués

MAIF (communication et volet logistique) - MAE (communication)

Nos partenaires de mise en œuvre

Ligue de l'enseignement de Madagascar (développement de partenariats locaux et production du film de la Rentrée solidaire 2023) - Bioport (acheminement des fournitures scolaires collectées) - Ministère français de l'éducation nationale - Sese Dille (illustrations des outils pédagogiques) - Réunion des Musées nationaux (dons matériels) - Fondation CMA CGM (transit international) - Association des membres de l'ordre des palmes académiques (AMOPA).



L'École, vecteur de chan- gement social.



Nos membres et DDSL impliqués

Les Francas - DDSL Creuse - DDSL Charente.

Nos partenaires de mise en œuvre

Action Education - Electriciens sans frontières - l'Appel - les Alliances françaises de Jérémie et des Cayes - CO.RE.CA - L'AAPEJ - la COHAIV - Ministère de l'Éducation et de la formation professionnelle haïtien et ses Directions Départementales de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud (DDE) - F3E - l'INEE - Réseau Inter-Agence pour l'Éducation en situation d'urgence.

Réaffirmer la dimension sociale de l'école

Élaborés conjointement, nos deux programmes en Haïti "L'école, ferment de résilience face aux crises" et "L'école, école, vecteur de changement social" ont pour finalité de renforcer l'accès à une éducation publique gratuite de qualité dans des zones isolées, tout en répondant aux besoins découlant du séisme du 14 août 2021.

Accéder à une éducation de qualité nécessite que l'école soit accessible tant physiquement que financièrement, que les enseignant.es soient présent.es et compétent.es, que l'école soit équipée et sécurisée. Mais il faut aussi être correctement nourri.e, en bonne santé, et ne pas être pressurisé.e par des impératifs économiques, familiaux ou sociétaux. Il faut se sentir en confiance dans l'école et avec les adultes qui nous entourent.

Nos principales activités et réalisations en 2023

- Finalisation des constructions et réhabilitation de 18 écoles publiques ;
- Électrification de 10 écoles publiques ;
- 10 jardins scolaires et d'élevage de lapins ;
- Formation et sensibilisation des élèves de 25 écoles en gestion des risques et désastres et des enseignant.es sur les normes minimales de l'éducation en situation d'urgence ;
- Animation de 25 Conseils d'écoles élargis (CEE) et formation des membres en gestion de projet ;
- Mise en place par les CEE de 25 projets (équipement et sécurisation des écoles, activités génératrices de revenus, sécurité alimentaire...);
- Formation de 26 animateur.trices des Nippes et de la Grand'Anse, en collaboration avec notre partenaire local AAPEJ, sur les techniques d'animation, leur rôle et responsabilité et la rédaction de compte-rendu des activités.

- Démultiplication de la formation en éducation nutritionnelle dans les écoles.

Nous intervenons dans le contexte de crise que subit le pays depuis plusieurs années : crise démocratique, explosion des violences propagées par les gangs armés, inflation exponentielle, crise sanitaire et alimentaire. Avec les graves défaillances de l'État, l'intervention de la société civile est le dernier rempart face au chaos généralisé.

En 2023, nos activités ont bénéficié à 9 840 élèves dont 4 804 filles

258 enseignant.e.s dont 99 femmes

83 élu.e.s locaux.ales

6 700 parents d'élèves

Budget global : 5 134 919 €

dont 697 575 € de fonds propres

Bailleurs publics

AFD - Nantes Métropole

Bailleurs privés

Action Éducation, Electriciens sans frontières

- CO.RE.CA - Appel - Réseau Haïti Ouest -

F3E - Fondation du Judaïsme.



Parrainage éducatif



Soutenir l'éducation des enfants au quotidien

Le parrainage éducatif consiste en un soutien durable permettant de garantir l'accès à l'éducation à des enfants éloigné.e.s du système éducatif dans leur pays d'origine, avec l'objectif de les accompagner jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Nos programmes de parrainage incarnent les valeurs de l'éducation formelle, l'éducation inclusive et l'éducation populaire via nos champs d'interventions : la lutte contre le décrochage scolaire, l'autonomisation des jeunes en situation de handicap et le développement personnel, sportif et culturel.

Pour répondre aux besoins essentiels des enfants, nos programmes incluent les frais et fournitures scolaires, le suivi pédagogique, les dépenses de santé, d'alimentation, et d'habillement, avec une attention particulière pour les filles et les enfants en situation de handicap, qui se retrouvent plus souvent victimes de discriminations et éloigné.e.s du système éducatif.

Dans les 6 pays où nous déployons ce parrainage éducatif, nous travaillons en étroite collaboration avec des associations locales apolitiques et non confessionnelles, reconnues dans le domaine de l'éducation.

Après des années d'engagement, trois bénévoles ont quitté le parrainage. Elles coordonnaient les relations avec nos partenaires au Bénin et au Burkina Faso. Une bénévole poursuit son engagement auprès des programmes en Colombie et en Haïti.

Depuis février 2023, une Chargée de parrainage a été recrutée pour coordonner l'ensemble des programmes.

Nous nous appuyons de plus en plus sur nos antennes régionales pour réaliser un suivi de terrain auprès des partenaires du parrainage.

Ces nouveaux relais sont l'antenne Afrique de l'Ouest pour le Burkina Faso et l'antenne Caraïbes pour Haïti.

Au Sénégal, le poste d'une volontaire de solidarité internationale (VSI) ayant achevé sa mission au Centre ESTEL, qui assurait le suivi du parrainage, est actuellement en attente de renouvellement. L'antenne Caraïbes a dû réduire ses équipes en raison du déficit budgétaire constaté sur l'année 2022. Actuellement, le travail de suivi du parrainage est assuré de façon bénévole.

472 enfants et adolescent.e.s parrainé.e.s

374 marraines et parrains

7 associations partenaires

Plus de 1 000 enfants en attente d'un parrainage

Budget global : 132 430 €

Nos partenaires de mise en œuvre

Benebnooma (Burkina Faso) - Centre ESTEL (Sénégal) - Conseil des Activités Educatives du Bénin - Dikoson (Burkina Faso) - Fondation Enfances 2/32 (Colombie) - Men Kontre Pou Timoun Rozo (Haïti) - Tadamoun Wa Tanmia (Liban).





Lutte contre les inégalités et les exclusions

Soyons Actifs / Actives



Faire progresser l'accès aux droits humains

Depuis 2012, l'ambition du programme concerté pluri-acteurs "Soyons Actifs/Actives", dont nous sommes chef de file, est de renforcer les capacités des organisations de la société civile tunisienne en faveur de la réduction des inégalités dans l'accès aux droits, enjeu majeur de la transition démocratique, en y associant des organisations françaises. À partir de 2015, les pouvoirs publics et les collectivités territoriales des deux pays les ont rejoint. En 10 ans, le programme a soutenu plus d'une centaine de projets de terrain (éducation, économie sociale et solidaire, démocratie locale et participative) sur l'ensemble du territoire.

Des processus structurants en 2023

- Appui aux deux pôles thématiques "Éducation" et "ESS" via un appel à candidature pour leur coordination ;
- Développement du tiers-lieu "Espace Farah" ;
- Structuration de 5 initiatives collectives ;
- Lancement de la phase opérationnelle du processus de pérennisation du programme ;
- Lancement de l'appel à initiatives locales innovantes et dispositif de formation entre pairs.

Autonomiser et inscrire la dynamique Soyons actifs.ves, ses processus collectifs et ses résultats dans la durée

- En juin 2023, mise en place de la commission "pérennisation" au sein du Comité de pilotage ;
- En septembre 2023, production des principes organisationnels et d'un schéma général composé de 7 entités ;
- En octobre 2023, enrichissement de la proposition initiale aux rencontres de Tunis et de Marseille.

Dans un contexte politique marqué par le rétrécissement de l'espace civique en Tunisie, les membres de "Soyons Actifs / Actives" se sont mobilisés pour le maintien de la liberté d'association, via le décret de loi n°88 face à un projet de réforme qui imposerait des restrictions à l'enregistrement des associations et au financement étranger.

En 2023, 1 nouvelle organisation a adhéré au programme et 61 ont renouvelé leur adhésion

dont 40 organisations de droit tunisien et 22 de droit français

Pôle Éducation : 40 membres

Pôle ESS : 39 membres

Budget global : 3 333 361 €

dont 226 907 € de fonds propres

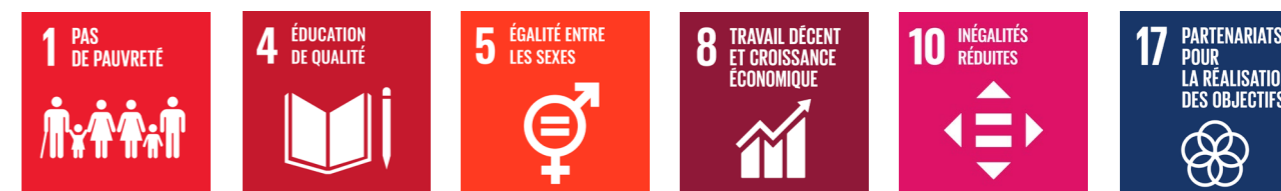
27 000 € de bailleurs publics tunisiens

2 500 000 € de l'AFD

250 000 € de la Fondation de France

Nos membres impliqués dans la gouvernance et la vie du programme, la mise en place des projets de terrain structurants, des initiatives locales et via les deux pôles thématiques (formation par les pairs, recherche-action, plaidoyer, capitalisation, visites d'études et de terrain).

Ligue de l'Enseignement - CEMEA - GREF - SGEN-CFDT - FTICR.



Assemblée plénière de novembre 2023 à Gammarth

La 1^{ère} Assemblée plénière de la phase 3 a permis de préparer la période de transition post-PCPA, de renouveler l'instance de pilotage et de fournir un espace de concertation entre les membres.

Cet évènement était une occasion pour les membres tunisiens et français de débattre de la pérennisation de la dynamique collective.

Les enjeux de l'action collective pluri-acteurs sur 2024 et 2025 et au-delà ont été appréhendés à travers des ateliers sur la pérennisation, l'adaptation à l'évolution du contexte des deux pays et en lien avec le plaidoyer en éducation et en ESS porté par les membres.

Le tiers-lieu "Espace Farah" en 2023

432 adhérent.e.s

12 clubs / ateliers hebdomadaires

253 activités hebdomadaires et occasionnelles

2 000 abonné.e.s sur les réseaux sociaux

Organisations tunisiennes membres du programme

Association de Développement de la Femme Rurale (ADFR) - Association de l'observatoire de Sousse sur le décrochage scolaire - Association Formes et Couleurs Oasiennes (AFCO) - Association NAKHWA pour la femme et la famille - Citoyenneté et Liberté Djerba (ACL) - Association de Développement local Borj Ennour (ADL) - Club Culturel Ali Belhouane (CCAB) - Création et Créativité pour le Développement et l'Embauche (CCDE) - Jeunes actifs (AJA) - Ligue Tunisienne des droits de l'homme (LTDH) - Manifeste Beja - Organisation Tunisienne de défense des Droits des Personnes Handicapées (OTDDPH) - Ligue Tunisienne de l'Education (LTE) - Réseau enfants de la terre (RET) - Association Théâtre Forum - Pensée Nationale Libre (PNL) - Scouts Tunisiens - Victoire pour la femme rurale (AVFR) - La Ruche de Tozeur ; Association Rayhana pour femme de Jendouba - Association ADO+ - AMAL pour la famille et l'enfant - Association Smart Gafsa - Innocence pour la protection de l'enfance menacée - Association We youth - Association BAYA - Jeunes leaders du Kef - Labess - Association Tunisienne d'action culturelle (ATAC) - Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) - Association jeunes vers leaders - Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT) - Tunisian Forum for Youth Empowerment (TFYE) - WE DO - Younga Solidaire - Lam Echaml - Rafik deuxième chance - Tunisian Education And Ressource Network (TERN) - Mash'hed - Association de la créativité scolaire - Rencontre du Sud pour la culture et les Arts

Organisations françaises membres du programme

Comité National de Solidarité Laïque (Chef de file) - Batik international - La manufacture coopérative (Manucoop) - Image&com - Cooleurs du monde - AlternaCoop Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) - Citoyens de la terre - Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives - FTCR - Association GRDR Migration-Citoyenneté-Développement - Association Acteurs Chercheurs Territoire de l'Economie Sociale (ACTE 1) - Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI) - Régie Services Nord Littoral (RSNL) - Amsed - Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMEA) - CFDT : Confédération française démocratique du travail - CGT Confédération Générale du Travail - Engagé.e.s & Déterminé.e.s - Fédération des syndicats généraux de l'Éducation nationale et de la Recherche publique Sgen-CFDT - France Volontaires - Transmission et Développement (TED) - Plateau Mistral - Institut Régional de Travail Social (IRTS PACA CORSE).

Vacances et Insertion



Nos membres impliqués

AROEVEN - Ligue de l'Enseignement - FGPEP

Nos Délégations départementales impliquées

DDSL Bouches du Rhône - DDSL Calvados - DDSL Cantal - DDSL Creuse - DDSL Loire - DDSL Meurthe-et-Moselle - DDSL Moselle - DDSL Deux-Sèvres - DDSL Vienne - DDSL Haute-Vienne

Réduire les risques de rupture sociale

Afin de rendre concret le droit aux vacances pour toutes et tous (droit inscrit dans la loi depuis 1998), nous coordonnons chaque année le programme "Vacances et Insertion" (VEI), avec le soutien de l'Agence Nationale des chèques vacances (ANCV). C'est dans ce cadre que le dispositif "Aide aux projets vacances" (APV) permet de soutenir le départ en vacances (collectif ou individuel) d'habitant.e.s inscrit.e.s dans une dynamique de projets vacances, en apportant un complément au financement de leur séjour sous forme de chèques vacances.

Nous accompagnons le départ en vacances de familles, de seniors et de jeunes en situation de vulnérabilité. C'est l'occasion pour eux.elles de s'évader de leurs problèmes quotidiens, de resserrer les liens familiaux et, dans le cadre de la préparation de ces séjours, de faire des vacances un levier d'insertion sociale.

Nos délégué.e.s départementaux.ales sont nos relais dans les territoires et travaillent en collaboration avec le réseau des porteurs de projets associés à des structures telles que les maisons de quartier, les maisons de la culture, les centres sociaux. Ce maillage territorial permet d'être au plus près des personnes accompagnée.e.s. Leur projet de vacances se construit avec elles, pas à leur place. Notre principe de laïcité émancipatrice se conjugue ainsi avec un principe de co-construction.

C'est dans un contexte inflationniste, de difficultés du quotidien et de tensions accumulées que nous avons déployé notre dispositif VEI en 2023. Les vacances sont plus que jamais un temps de réparation des corps et des esprits face aux effets des crises (sociales, sanitaires, économiques, etc.).

**340 séjours organisés en 2023
pour 2 740 personnes**

dont 523 familles
(815 adultes et 1 682 enfants)

60 % familles monoparentales
59 jeunes
147 adultes isolé.e.s
29 seniors
8 accompagnateurs.trices

8 activités culturelles organisées
(Grand Palais de Paris, Palais Éphémère,
Cirque Bougionne) pour 150 personnes

64 organisations impliquées

Budget global : 439 995 €



L'accompagnement des familles se fait en 3 temps : un échange téléphonique, un rendez-vous en physique (77 familles ont été reçues dans notre siège social en 2023) et un nouveau temps d'échange après le séjour.

Les objectifs de “Vacances et Insertion”

- Favoriser l'accès aux vacances ;
- Réduire les inégalités liées aux départs en vacances en permettant aux familles les plus précaires et fragilisées de partir ;
- Permettre la découverte de nouveaux lieux ;
- Permettre l'acquisition de savoir-faire ;
- Renforcer les liens familiaux et sociaux ;
- Favoriser l'épanouissement des familles ;
- Partager des temps de rencontre.

Le travail de réassurance, par notre équipe du siège à Paris, nos Délégations départementales dans les territoires et nos partenaires locaux, permet de lever les freins au départ. Les familles reprennent confiance et se permettent de concrétiser un projet trop souvent considéré comme inaccessible notamment à cause de contraintes financières.

S'autoriser à partir en vacances quand on est à la recherche d'un emploi, sortir de son environnement quotidien, décider comment et avec qui partir... **L'accès aux vacances est un outil précieux de réponse aux problématiques de soutien à la parentalité, de répit parental.**

Nos partenaires nationaux

Réseau des Caisses d'Allocations Familiales
Vacances Ouvertes UNAT

Nos partenaires locaux

ADPEP 23
ADPEP 44
ALDCS
AROEVEN Caen Normandie
Association Actives
Association ALIS
Association Basiliade
Association Familiale Montjoie
Association La Bienvenue
Association La Canopée
Association La Main Tendue
Association Les Visiteurs
Association Pas si loin
Association Syndicale des Familles Monoparentales et Recomposées
Banlieues Santé (Clichy - 92)
CCAS de la ville d'Orly
CCAS de la ville de Yerres
Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile Coallia (Paris -75)
Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile Coallia (Auxerre -89)
Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile Coallia (Avallon -89)
Centre d'Animation Communale de Panazol
Centre d'Hébergement d'Urgence La Main Tendue
Centre social ADAJ
Centre social de l'Estaque - bassin de Séon
Centre social Escapade
Centre social municipal de Beaubreuik
Centre social de la Solidarité
Centre social de Saint Joseph Fontainieu
Centre social des Bourrely
Centre social des Lilas
Centre social des Musardises
Centre social Jacques Prévert

Centre social / MPT Vallée de l'Huveaune / Saint Lambert / La Valbarelle
Centre social Vital
Comité d'Accueil Creusois Intermède
Conseil Départemental Haute Vienne
Foyer Jeunes Education Populaire
J2R
L'Abri Maternel
La Bonne Terre de France
Ligue de l'Enseignement des Bouches du Rhône
Ligue de l'Enseignement de la Drôme
Ligue de l'Enseignement de Meurthe et Moselle
Ligue de l'Enseignement Paris
Ligue de l'Enseignement des Vosges
Maison de la Culture et des Loisirs
Maison des Fées Ménilmontant
Maison de Quartier des Aunettes
Maison de Quartier Champtier du Coq
Maison de Quartier des Epinettes
Maison de Quartier Evry Sud
Maison des Femmes et Enfants
Maison des Projets de Buxerolles
Maison du département des Portes Ferrées
MJC Centre social Petite Hollande
MJC Centre social Saint Exupéry
Objectif Egalité
PEP Atlantique
Revivre
Solidarités Nationales et Internationales
UDAF 35
Vacances du Cœur
82-4000 Solidaires

Solidarité

Pour l'Éducation Par la Solidarité (PEPS)

Notre dispositif "PEPS" d'appel à projets permet de soutenir chaque année des groupes locaux dans leurs actions de solidarité en direction de publics fragilisés, de favoriser les échanges, la réciprocité et la mobilisation des acteurs.trices locaux.ales dans les territoires, autour des leviers suivants :

- lutte contre les exclusions et les inégalités par l'accès à la culture et aux loisirs éducatifs ;
- soutien de temps de construction parentale et de renforcement des liens familiaux ;
- accompagnement de personnes migrant.e.s dans leur accès aux droits.

5 projets soutenus en 2023

8 associations impliquées
16 318 bénéficiaires

Budget global : 20 700 € (fonds propres)

En 2023, nous avons renouvelé notre soutien à des projets solidaires ou citoyens qui luttent contre la rupture sociale, éducative et l'exclusion des enfants et des publics fragilisés.

Accès à la lecture, sensibilisation au civisme, éducation à la citoyenneté, éducation à la responsabilité, à l'engagement et à la coopération

- Projet porté par notre DDSL 59
- 5 000 € pour 618 bénéficiaires

Les droits d'aujourd'hui et de demain pour toutes et tous

- Projet porté par la Ligue des Droits de l'Homme Toulon La Seyne
- 3 200 € pour 150 bénéficiaires

L'accompagnement des réfugié.e.s : un enjeu d'égalité et d'inclusion sociale pérenne

- Projet porté par l'association REVIVRE
- 4 000 € pour 150 bénéficiaires

Festival des Langues, des Arts et des cultures de Saint Martin

- Projet porté par l'association de coordination USEP Îles du Nord
- 5 000 € pour 8 100 bénéficiaires

Les ateliers "Familles"

- Projet porté par Solidarités Nationales et Internationales
- 3 500 € pour 130 bénéficiaires

dans les territoires

Nos membres impliqués

DDEN Lille - Fédération de la Ligue de l'Enseignement du Nord - Fédération de la Ligue de l'Enseignement du Pas de Calais
- Ligue des Droits de l'Homme - section de Toulon-La Seyne - USEP Îles du Nord - Ufolep Meurthe et Moselle.

Nos Délégations départementales impliquées

DDSL 54 - DDSL 59

Partenaires locaux

Conseil Départemental du Nord
Ville de Lille
Ville de Lomme
Ville de Roubaix
Ville d'Armentières
Ville Villeneuve d'Ascq
Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale du Nord
La Fée des Mots
Ville de Toulon

Comité du 17 octobre

Revivre
Fondation Inkermann
Ville de Paris
Centre Louis Lumière
Maison des réfugiés de Paris
Association Etincelles
Association Ariana
Service « Arts et Culture » de la Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Martin
Service « Sports et jeunesse » de la Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Martin
Office de tourisme de Saint-Martin
Services de l'éducation nationale de Saint-Martin et établissements scolaires
USEP Îles du Nord
Conseil Économique Social et Culturel de Saint-Martin
CAF de Guadeloupe et de Saint-Martin
DRAJES Saint-Martin
Résidence sociale de Procheville
Musée Au Fil du Papier
Jardins de la solidarité de Jezainville





Jeunes et citoyen- neté locale. mondiale

Jeunes des 2 Rives



Nos membres impliqués

Ligue de l'enseignement - Fédération Nationale des CEMEAS

Nos partenaires de mise en œuvre

Ligue de l'enseignement de l'Oise - Ligue de l'enseignement de Meurthe et Moselle - Ligue de l'enseignement des Bouches du Rhône - CEMEA Occitanie - Engagé.e.s & Déterminé.e.s - Migrations & Développement - Ville de Marseille - Ville de Paris - Animateurs socio-urbains Sans Frontières - Centre confédéral Ligue de l'enseignement - Anras solidarités - RYCO - Tadamoun Wa Tanmia.

Une citoyenneté ouverte sur le monde

Le programme "Jeunes des 2 Rives" (J2R) soutient la construction d'une citoyenneté ouverte sur le monde auprès des jeunes du bassin méditerranéen, particulièrement celles et ceux qui sont les plus exposé.e.s aux inégalités. Après deux ans de paralysie liée à la pandémie mondiale, J2R a mis l'accent sur le développement des projets de jeunes (éduquer / former par "l'agir") et l'accompagnement des éducateurs.trices autour d'activités concrètes.

Nos principales activités en 2023

- Près de 500 jeunes formé.e.s à l'expression citoyenne numérique ont produit et réalisé une cinquantaine de capsules vidéos.
- Un comité éditorial composé de 15 jeunes de France, du Maroc et de Tunisie a animé le média J2R, défini les formats des événements et apporté de la résonance à la direction stratégique du programme ;
- Des rencontres nationales en France, au Maroc et en Tunisie ont mobilisé chacune près de 20 structures éducatives et 40 éducateur.trice.s ;
- Une rencontre transnationale (mai 2023) a rassemblé près de 150 éducateur.trice.s de France, du Maroc et de Tunisie autour d'activités d'échanges et d'analyse de pratique, à Hammamet en Tunisie ;
- L'association "Tadamount Wa Tanmia" a été identifiée pour coordonner un collectif de 10 structures nationales formées et opérationnelles en 2024 au Liban ;
- RYCO (Regional Youth Cooperation Office) a été identifié pour coordonner un collectif de 5 structures nationales formées et opérationnelles en 2024 en Albanie ;
- Ouverture du programme en Algérie à travers la participation de jeunes de France au festival culturel et artistique de Beni Abes.

540 jeunes de France, du Maroc, de Tunisie, d'Algérie et du Liban engagé.e.s

108 éducateurs.trices mobilisé.e.s

27 projets de citoyenneté locale.mondiale

13 projets Maroc - France

5 projets Tunisie - France

1 projet France - Liban

1 projet Algérie - France

2 projets Tunisie Maroc

2 projets Maroc - Tunisie

2 projets nationaux en Tunisie

1 projet national au Maroc

Budget global : 1 500 000 €

Bailleurs publics

AFD - ANCT - MEAE - FONJEP

Bailleur privé

Fondation de France



Compétences pour demain



Nos partenaires de mise en œuvre

Action Éducation (en consortium) - La Jardinière - Altercato - Collège Coopératif de Paris - Côte d'Ivoire / PASS et CODE - Bénin / RADEB - Sénégal / REVES et ANPEJ - Niger / RESDEN.

Employabilité et participation citoyenne

À travers le programme “Compétences pour demain” (CPD), nous proposons des solutions nouvelles pour l'autonomisation des jeunes des zones périurbaines des grandes villes d'Afrique de l'Ouest. En 2023, nous avons développé un processus d'autonomisation et de conceptualisation des pratiques dans nos Laboratoires d'innovations sociales (LABIS) en vue de leur appropriation par les pouvoirs publics et de leur intégration dans les politiques publiques en direction des jeunes.

Nos principales activités et réalisations en 2023

- 129 activités autour de l'axe “employabilité” et 97 pour l'axe “engagement citoyen” ;
- 72 projets d'entrepreneuriat accompagnés, dont 33 projets de femmes ;
- 49 entreprises ont été accompagnées, dont 38 créées et gérées par des femmes.
- 144 jeunes ont bénéficié d'un stage ou été insérés professionnellement, dont 58 femmes ;
- Activités d'éducation / sensibilisation des jeunes aux droits humains, à l'égalité de genre, à la citoyenneté, aux enjeux climatiques... organisés dans les LABIS.
- 24 activités sur l'économie créative et culturelle, avec la participation de 872 jeunes.
- Un parcours de formation et d'apprentissage a été mis en place au LABIS transnational autour des métiers de l'agriculture, l'art, l'artisanat et la culture.
- Des espaces d'échange et de débats en faveur de l'égalité de genre ont été mis en place. Les jeunes femmes peuvent s'y rassembler pour partager leurs expériences, discuter des problèmes qui les touchent et promouvoir leurs droits.

6 608 jeunes entre 16 et 35 ans ont bénéficié des activités des LABIS en 2023, dont plus 50% de femmes et de filles.

26 000 personnes touchées par les actions des LABIS et des jeunes.

45 organisations de la société civile ont participé à la réalisation de nos activités.

53 acteurs publics (8 ministères, 20 directions de jeunesse et agences d'emploi, 25 communes) ont apporté leur appui technique (15 accords de partenariat)

48 entreprises privées mobilisées (8 partenariats conclus)

Budget global : 2 888 393 €
Dont 464 826€ de fonds propres de Solidarité Laïque et Action Éducation

Bailleurs publics
AFD, avec une contribution de la Coopération Suisse et ANRT



ECSI

(Éducation à la citoyenneté et à la Solidarité Internationale)



Nos membres impliqués dans nos activités liées au volontariat

La Ligue de l'enseignement - OCCE - MAIF - CEMEA Pays de la Loire - Éclaireurs et Éclaireuses de France.

Nos partenaires de mise en œuvre des missions de volontariat

Solidarité Laïque Méditerranée - Ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Ambassades de France - Alliances françaises - France Volontaires - collectivités territoriales en France - Migrations & Développement - établissements scolaires, Académie de Paris.

Renforcer l'engagement des jeunes

Interventions en milieu scolaire, auprès de la Rencontre Nationale sur la place des jeunes dans les institutions avec le Festisol, participation au jury des écrits de la fraternité avec la Ligue des droits de l'Homme, à la fête du quartier Daviel avec le centre "Paris Anim' Victoire Tinayre" et l'association "Arc Equipes d'Amitié", au jury de la Commission d'Appui aux projets de Engagé.e.s et Déterminé.e.s... **En 2023, nos interventions se sont construites encore plus en lien avec nos organisations membres, à travers les acteurs et structures de nos différents programmes.**

Volontariat

Proposer aux jeunes des parcours d'engagement, collectifs ou individuels, est source d'apprentissage.

Nous sommes engagé.e.s dans de diverses formes de volontariat :

- Le service civique ;
- Le volontariat de solidarité internationale (VSI) ;
- Les dispositifs de volontariat collectif "Jeunesse et solidarité internationale" (JSI) et "Ville, vie, vacances et solidarité internationale" (VVV-SI) ;
- Le dispositif du PIEED (Prix des Initiatives Engagé.e.s et Déterminé.e.s) qui soutient des projets d'ECSI portés par les jeunes.

Ces expériences permettent aux jeunes de comprendre et penser le monde de façon critique. Elles permettent aussi de développer leur capacité à avoir prise sur le monde : développer leur pouvoir d'agir, être acteur.trice du changement et pour cela, apprendre en faisant, expérimenter, s'autoriser à tenter et donc parfois à échouer.

Nos principales activités en 2023

- Envoi et accueil de 8 volontaires, avec notamment un service civique réalisé au sein de notre siège parisien pendant 6 mois (mission sur la culture au service de la solidarité), dans le cadre du programme de mobilité croisée entre la Côte d'Ivoire et la France, mené par France volontaires et l'État ivoirien ;
- Appui à la mise en place de 5 projets d'ECSI portés par des jeunes dans le cadre du PIEED ;
- Accompagnement de 5 projets jeunes de solidarité internationale ;
- Accueil de notre première VSI de réciprocité en mai 2023, au sein de notre bureau de Marseille (mission sur l'engagement et la citoyenneté des jeunes).

Depuis plus d'un an, avec d'autres associations agréées et des ministères concernés, nous réfléchissons à un cadre de mise en œuvre effectif du volontariat de solidarité internationale en réciprocité, pour nourrir des relations plus équilibrées entre les pays.

70 jeunes accompagné.e.s dans des parcours d'engagement qui leur correspondent



Jeunes Solidaires Sans Frontières (JSSF)

Ce programme animé par la Ligue de l'enseignement, en partenariat avec Solidarité Laïque, France Volontaires, Engagé.e.s et Déterminé.e.s et le Réseau National des Juniors Associations, avec le soutien de l'Agence française de développement, permet de diversifier les parcours d'engagement que nous proposons aux jeunes.

JSSF réunit des jeunes de 15 à 30 ans, vivant en France ou ailleurs, qui souhaitent agir sur des enjeux globaux à travers l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

Nos principales activités en 2023

- 2 rencontres nationales avec 64 jeunes
- 1 session de formation au montage de projets durables et solidaires

64 jeunes engagé.e.s en tant qu'ambassadeur.trices de l'ECSI sur l'ensemble du territoire national

4 actions d'ECSI proposées par les jeunes ont permis de sensibiliser 160 personnes

Place aux jeunes !

Ce projet soutient et favorise la participation des jeunes au sein des organisations de solidarité internationale.

Coordonné par engagé.e.s & Déterminé.e.s, en lien avec la Commission Jeunesse et Solidarité Internationale de Coordination SUD (plateforme française des ONG), sur financement AFD, il réunit un consortium de 13 organisations de la société civile au sein duquel nous coordonnons le volet formation.

En 2023, les formations "Place aux jeunes !" ont bénéficié de la certification Qualiopi mise à disposition par Ritimo permettant de les faire figurer dans le catalogue Uniformation.

3 objectifs prioritaires

- Soutenir et transformer les organisations de la société civile en proposant des parcours de formation et des ateliers d'échanges de pratiques, afin de renforcer la place des jeunes dans leurs projets, structures et gouvernances ;
- Renforcer et affirmer un plaidoyer collectif sur la nécessité d'une participation authentique des jeunes dans les politiques publiques, en particulier de solidarité internationale ;
- Fédérer les acteurs.trices de la solidarité internationale autour de pratiques concrètes, avec des parcours d'accompagnement et d'apprentissage mutuel entre pair.e.s et des dynamiques territoriales structurées.

3 formations initiales organisées en 2023

12 personnes ont été formées issues de 10 organisations de solidarité internationale et associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Interventions dans les écoles et structures éducatives

Les thématiques de nos interventions en 2023

- Droit à l'éducation
- Éducation aux médias et à l'information
- Impact du changement climatique sur l'éducation
- Citoyenneté et valeurs du sport
- Engagement citoyen
- Droits de l'enfant
- Mobilité des jeunes
- Solidarité
- Inégalités

Bien qu'il n'ait pas significativement impacté la programmation de nos activités, nous avons intégré le séisme au Maroc en septembre 2023 dans nos interventions afin d'aborder les questions d'interdépendance et de citoyenneté locale et mondiale.

15 interventions scolaires /structures éducatives dans 4 quartiers classés "politique de la ville"

1 724 jeunes sensibilisé.e.s

dont 1 233 en école primaire, 253 au collège et 238 au lycée

199 éducateur.trices impliqué.e.s

60 professionnel.le.s ont participé à nos ateliers de formation

Budget global : 126 205 €

dont 100 699 € fonds propres 25 000€ de la Direction générale de l'enseignement scolaire (Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse).



Et aussi

J'apprends si je comprends

Depuis 2020, avec le soutien de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF), l'OIF et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le projet "J'apprends si je comprends" nous a menés dans des écoles primaires publiques au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal et en République démocratique du Congo.

Nous y avons rencontré des équipes éducatives, observé le niveau d'application de réformes nationales bilingues et filmé les interactions avec les élèves.

Résultat : un court-métrage documentaire qui montre sans équivoque les impacts du bi-plurilinguisme sur les élèves (plus de participation, des progrès plus rapides et moins de décrochage) et sur les enseignant.e.s (plus d'aisance et de motivation à enseigner).

Le court-métrage



Diffusions du court-métrage en 2023

Mai - Comité de coordination internationale du programme ELAN à l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEFF) de Dakar (Sénégal)

Octobre - Congrès des professeurs de français de Tarapoto (Pérou)

Octobre - Colloque des jeunes chercheurs de Montpellier (France)

Novembre - 18^{ème} congrès panaméricain des professeurs de français de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) à Brasilia (Brésil)

Décembre - Singapour

Renforcement de capacité de l'association EPPTA

Au Sri Lanka, plus de 80% des écoles maternelles sont privées et le manque de moyens ne permet pas une application homogène de la politique nationale de la petite enfance. En collaboration avec nos partenaires locaux, nous défendons les droits des enseignant.e.s du préscolaire à travers la mise en place d'un syndicat dans la province de l'est (renforcement de capacités et mise en réseau avec les acteurs associatifs et syndicats des autres provinces du pays).

Nos principales activités pour accompagner les enseignant.e.s membres de EPPTA

- Organisation d'une formation dispensée par le ministère du travail sur les droits des salarié.e.s ;
- Organisation de cours de langue pour 180 enseignant.e.s du préscolaire et d'un atelier de sensibilisation sur les droits et la politique linguistique. Les participant.e.s peuvent désormais communiquer efficacement en cinghalais et en tamoul ;
- Organisation d'une rencontre dynamique, dans un effort concerté pour promouvoir l'unité et la compréhension entre les enseignant.e.s multi-ethniques et les animateurs de classe ;
- Formation d'un comité d'enseignant.e.s du préscolaire à Kinniya (province de l'Est) pour échanger et planifier des initiatives, en mettant l'accent sur la collaboration et le renforcement des capacités ;
- Consultation des parents d'élèves de l'école maternelle "Al Hira à Kinniya" pour échanger sur l'école maternelle, notamment sa structure, son programme, le personnel enseignant et l'implication des parents dans l'éducation de leurs enfants.

20 activités réalisées en 2023

Budget global : 26 600 €
dont 20 000 € de fonds propres
entre le 1^{er} mai 2023 et le 30 avril 2024

SRI LANKA



AFRIQUE DE L'OUEST



Et aussi

Programme d'amélioration des parcours d'alphabétisation des jeunes et des femmes au Burkina Faso

Ce projet vise l'amélioration durable des capacités de résilience socio-économique de 1000 jeunes et femmes par un renforcement de la qualité d'apprentissage en alphabétisation dans 15 villages au Burkina Faso.

Axé sur les métiers et l'insertion professionnelle, c'est un projet d'autonomisation socio-économique, d'émancipation et de promotion des droits et de la justice sociale pour les femmes.

En raison du contexte politique instable et des relations diplomatiques tendues entre la France et le Burkina Faso, le projet va être redirigé vers le Bénin.

Nos principales activités et formations en 2023

- Alphabétisation utilitaire bilingue (53 femmes) ;
- Jardins agroécologiques (10 productrices) ;
- Ateliers soudure métallique, savonnerie, coupe-couture pour la rue des artisans ;
- Artisanat céramique (10 stagiaires) ;
- Coupe-couture et design (21 femmes) ;
- Savonnerie solide et liquide (10 femmes) ;
- Soudure métallique (5 jeunes).

Budget global : 1 148 067 €

Dont 45 000 € de fonds propres

Bailleur public

AFD

Nos partenaires de mise en œuvre

APENF - Andal & Pinal

Sandratra à Madagascar

Ce projet s'intéresse spécifiquement à la situation des jeunes mères célibataires des quartiers précaires d'Antananarivo (1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements). En plus de la précarité générale, leur vie est bouleversée par l'arrivée inopinée d'un enfant. Elles sont rejetées et se retrouvent démunies, sans soutien financier. Compte tenu de leur faible niveau d'instruction, une grande majorité d'entre elles s'engage dans un système d'économie informelle fondé sur des activités journalières (lavandières, chercheuses d'eau, etc.), fragilisant leur situation matérielle. Elles ont besoin de renforcer leur capacité de résilience socio-économique, leur confiance en elles-mêmes et leur capacité d'agir comme vecteur de développement de leur quartier.

En 2023, nos principales activités se sont concentrées sur l'insertion professionnelle et l'engagement citoyen des mères célibataires.

- Formations professionnelles (crochet, service de nettoyage, esthétique) ;
- Insertion professionnelle (commerce, machiniste, serveuse, agroalimentaire, vannerie, coiffeuse, puéricultrice, call-center, opératrice de saisie) ;

Les mères célibataires accompagnées ont aussi été sensibilisées (droits des femmes, droits de l'enfant, grossesse précoce et planning familial...) et formées au montage de projet citoyen, sur la base des besoins prioritaires identifiés dans leurs quartiers (notamment en matière d'hygiène et d'assainissement).

201 mères célibataires formées

189 mères célibataires insérées professionnellement

3 associations de mères célibataires créées (une dans chaque arrondissement où se déroule le projet)

21 projets citoyens élaborés et à mettre en œuvre par les mères célibataires

12 activités de sensibilisation réalisées avec la participation de 180 mères célibataires

Budget global : 1 469 679 €

Dont 25 816 € de fonds propres

Bailleur public

AFD

Bailleurs privés

Solidis Garantie - FILATEX

Nos partenaires de mise en œuvre

Action Education - Action Education Madagascar - CEMEA Madagascar - Commune Urbaine d'Antananarivo - Enda Océan Indien - ATD Quart Monde - Réseau des entreprises.



Et aussi

Ensemble pour une Éducation Publique Résiliente face aux crises (EEPR)

Dans un contexte de crise sécuritaire, alimentaire et sanitaire au Burkina Faso, notre projet EEPR contribue à la continuité éducative dans 4 communes, par le renforcement de la résilience des populations autour de 3 objectifs spécifiques.

- Faciliter la continuité éducative pour 18 000 enfants dont 50% de filles ;
- Renforcer la résilience des familles et des communautés éducatives autour de 120 écoles ;
- Accompagner les acteurs éducatifs pour assurer le pilotage, la coordination, le suivi, l'évaluation et la capitalisation du projet.

Nous intervenons en partenariat avec les institutions publiques, les collectivités et associations locales pour favoriser une large appropriation par la population, en cohérence avec ses réalités, ses besoins et ses propositions.

En 2023, nos activités ont été réalisées dans un contexte marqué par la recrudescence des attaques terroristes, des enlèvements, des déplacements massifs de populations, des fermetures d'écoles, etc. Deux coups d'états ont également entraîné la dissolution des conseils municipaux (principaux partenaires du projet).

Les deux dernières activités prévues se sont achevées en janvier 2023.

15 194 élèves accompagné.e.s
dont 8 357 filles

60 clubs scolaires et 60 comités
soutenus dans les 60 écoles partenaires

Budget global : 7 867 €
100% financé par l'AFD



Audiovisuel

Les films que nous réalisons sont des supports pédagogiques, de plaidoyer ou de communication.

Pour promouvoir l'employabilité des jeunes, nous proposons aussi des formations en audiovisuel et en éducation aux médias et à l'information (EMI) dans nos territoires d'intervention. Elles visent à doter les jeunes des compétences nécessaires pour s'adapter aux exigences du marché et devenir des acteurs. actrices conscient.e.s et critiques de la société médiatique contemporaine.

En 2023, nous avons lancé des formations en ligne. Cette transition a ouvert de nouvelles possibilités en termes d'accessibilité et de flexibilité pour un plus grand nombre de jeunes, notamment ceux et celles éloignées des LABIS ou avec des contraintes d'agenda.

Nos principales activités en 2023

- 5 mois de formation audiovisuelle au LABIS de Ouagadougou (dont 15 jours en présentiel) pour 21 participant.e.s ;
- Organisation d'un stage dans le cadre des cérémonies d'ouverture et de clôture du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) 2023 pour 6 jeunes formé.e.s en audiovisuel. Ils.elles ont notamment travaillé à la création de l'identité visuelle du festival, assuré la communication entre le metteur en scène, le régisseur vidéo et les équipes techniques vidéos et audios et réalisé un "making-of" des préparatifs des deux cérémonies.



12 mois de

générosité

35 280
donateurs

2 329 846 €

collectés en 2023, hors legs.

185 840 €

de legs reçus en 2023.

Les sujets qui ont suscité l'engagement de nos donateurs

- L'engagement des jeunes face aux crises
- Le droit à l'éducation dans les zones isolées
- L'accès à l'éducation pour toutes et tous
- Le quotidien d'enseignant.e.s du monde
- Les droits de l'enfant dans le monde
- Éducation et développement durable

Les pics de générosité

- L'urgence Maroc (septembre)
- La fin d'année (novembre - décembre) autour de nos luttes pour plus de justice sociale, mieux vivre ensemble, l'accès à l'éducation en situation de crise, la liberté d'expression et l'autonomisation des jeunes.



396 brochures "Legs, assurances-vie et donations" demandées par des testateurs potentiels.



Des suppléments thématiques

- "Assurances-vie", en 36 655 exemplaires avec la Lettre du 2^{ème} trimestre ;
- "Legs", en 35 710 exemplaires avec la Lettre du 4^{ème} trimestre.

2023 en

images

Journée internationale des droits de l'enfant



URGENCE
Inondations en Libye

Du traumatisme à la résilience, solidarité avec les milliers de personnes victimes.

Journée internationale de la paix

Éduquons pour la paix !



COMMUNIQUÉ
Assassinat de Dominique Bernard à Arras

Solidarité et humilité face à la barbarie

Journée mondiale des enseignant.e.s

PHILIPPE, 62 ANS



COMMUNIQUÉ
Assassinat de Dominique Bernard à Arras

Aux côtés de toute la communauté éducative nous sommes mobilisés, pour une éducation laïque par le savoir, l'esprit critique, la liberté d'enseigner et d'apprendre !

APPEL À DONS
Séisme au Maroc

Le bilan humain s'alourdit, les dégâts matériels sont considérables, des villages isolés sont détruits.

Soutenez dès maintenant les familles victimes de cette catastrophe.

Soutenez l'éducation des enfants de Madagascar

APPEL À DONS
Séisme au Maroc

Soins médicaux, denrées alimentaires, accès à l'eau...

Mobilisez-vous aux côtés des associations du programme J2R pour soutenir les victimes.



Luttons contre la précarisation



Luttons contre les inégalités



Luttons contre les discriminations



Rentrée Solidaire
MADAGASCAR 2023-2024



Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes



Rentrée Solidaire
MADAGASCAR 2023-2024

Téléchargez nos outils pédagogiques

Luttons contre l'exclusion



PORTRAITS DES 2 RIVES
KHADIJA



Luttons contre l'abandon scolaire



Journée internationale de l'éducation

L'éducation populaire pour s'ouvrir à l'autre, prendre confiance en soi et s'épanouir dans un monde en paix.

URGENCE
Inondations en Libye

Du traumatisme à la résilience, solidarité avec les milliers de personnes victimes.

Journée internationale de l'éducation

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale pour renforcer la participation des citoyen.ne.s.

Féminisme vs patriarcat : une question de génération ?

“Qu'est-ce qui fait qu'un individu s'arroge des droits sur un autre au prétexte de son genre ?”



Féminisme vs patriarcat : une question de génération ?

“Le système patriarcal a atteint ses limites.”



Féminisme vs patriarcat : une question de génération ?

“Il est clair que le chemin est encore long pour que l'égalité des genres devienne une réalité.”





**Solidarité
Laïque**

www.solidarite-laique.org

+33 01 45 35 13 13

info@solidarite-laique.org

22 rue Corvisart - 75013 Paris, France.



Directrice de la publication : Anne-Marie Harster

Dépôt légal : juin 2024

ISSN 3036-8499 (en ligne) - ISSN 2679-7690 (imprimé)